

ASSEMBLÉE NATIONALE

10 février 2024

NATIONALISATION DU GROUPE EDF - (N° 2115)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CF18

présenté par

M. Lacresse, M. Jean-René Cazeneuve, M. Amiel, M. Da Silva, Mme Decodts, M. Dirx,
Mme Dupont, Mme Errante, M. Giraud, Mme Hai, M. Holroyd, M. Labaronne, M. Lauzzana,
Mme Le Grip, M. Margueritte, Mme Alexandra Martin (Gironde), M. Masségli, M. Mournet,
M. Reda, M. Roseren et M. Sitzenstuhl

ARTICLE 2

I. – Supprimer les alinéas 6 à 8.

II. – À l'alinéa 9, après le mot :

« minorée »,

insérer les mots :

« , le cas échéant, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Une opération d'ouverture du capital d'EDF aux salariés semble à ce stade prématurée et cet amendement vise à la rendre facultative et moins encadrée.

En encadrant, voire en imposant par la loi, le montant, la date et la nature exacte de l'opération d'ouverture du capital, l'article 2 dans sa rédaction actuelle s'éloigne de la manière dont devrait fonctionner l'entreprise EDF et empiète sur les attributions de sa gouvernance.

Le groupe Renaissance défend au contraire l'option d'une faculté laissée à EDF d'ouvrir son capital à ses salariés, dans le respect de son indépendance et de la gouvernance de l'entreprise. C'est bien à cette dernière qu'il devrait appartenir de définir les modalités et le calendrier d'une telle opération, le cas échéant.